

Culture



Une coquille vide : une vision anthropologique sombre du développement non-viable du pacifique

Roger M. Keesing

Volume 14, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1083257ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1083257ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA),
formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne
d'Ethnologie

ISSN

0229-009X (imprimé)

2563-710X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

M. Keesing, R. (1994). Une coquille vide : une vision anthropologique sombre du développement non-viable du pacifique. *Culture*, 14(1), 17–28.
<https://doi.org/10.7202/1083257ar>

Résumé de l'article

Le développement à la mode occidentale a atteint les rivages des petites îles du Pacifique. En se servant de l'exemple des Îles Salomon, l'auteur évalue les impacts du développement sur le bien-être économique et social de ce petit pays. Il compare le modèle monolithique de développement à l'occidentale, basé sur l'exportation de ressources naturelles et de richesses, à une approche pleine de bon sens basée sur le savoir-faire et les qualifications locales et qui permettrait la mise en place d'une forme de développement à petite échelle mais durable.

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Une coquille vide: une vision anthropologique sombre du développement non-viable du pacifique

Roger M. Keesing

«...On peut parfaitement se demander, à l'instar de mon informateur de longue date sur les îles Salomon, maintenant membre du parlement (Jonathan Fifi'i), si la nouvelle génération ne va pas hériter d'une coquille vide»

(Keesing 1981:40).

Le développement à la mode occidentale a atteint les rivages des petites îles du Pacifique. En se servant de l'exemple des îles Salomon, l'auteur évalue les impacts du développement sur le bien-être économique et social de ce petit pays. Il compare le modèle monolithique de développement à l'occidentale, basé sur l'exportation de ressources naturelles et de richesses, à une approche pleine de bon sens basée sur le savoir-faire et les qualifications locales et qui permettrait la mise en place d'une forme de développement à petite échelle mais durable.

Development western-style has finally caught up with the tiny Pacific Islands. Using the Solomon Islands as a case study, the author assesses the effects of development on the economic and social well being of the tiny country. He balances the monolithic western model of development based on the exportation of raw resources and wealth out of the country, with a more sensible approach that would make use of local know-how and skills, and would allow for the establishment of a small-scale but sustainable form of development.

Note de la rédaction: cet article a été lu en anglais à titre posthume lors de la réunion de la Société Canadienne d'Anthropologie à l'Université de York en Mai 1993. Nous publions ici la version française. Par le sujet qu'il traite et par son approche très ethnographique et descriptive, cet article est très différent des textes plus théoriques et plus complexes auxquels nous avait habitués Roger Keesing. Mais il est tout aussi politique, polémique, passionné, romantique et allant à l'encontre de la mode anthropologique que bien des articles de l'auteur. Il faut le lire comme le témoignage et le cri d'alarme d'un anthropologue dont la vie, professionnelle et personnelle, a été profondément marquée par une fidèle association de plus de trente ans avec une population des îles Salomon. L'argument de cet article n'est ni nouveau ni original; mais il est rafraîchissant — surtout en cette époque où l'anthropologie semble, de nouveau, faire peu cas des réflexions politiques — et nous rappelle toute l'amplitude des intérêts et de la curiosité intellectuelle de Roger Keesing.

Introduction

À cette époque grisante où les critiques de la Nouvelle Gauche faisaient beaucoup de bruit dans le milieu universitaire, le « développement » conventionnel était considéré comme un instrument du système impérialiste. Le développement à l'occidentale, prétendait-on, entretenait la paupérisation et la dépendance envers le système capitaliste, et perpétuait une inégalité flagrante dans la division internationale du travail : les anciennes colonies tropicales fournissaient une main-d'oeuvre et des matières premières bon marché, tout en offrant des débouchés aux pays industrialisés. Bien que la paupérisation et la dépendance soient plus réelles que jamais, le poids de la dette et le chaos politique et économique emprisonnant le « Tiers monde » dans un cercle vicieux de

Note from the editors: this paper was read in English posthumously during the meeting of the Canadian Anthropology Society at York University in May 1993. The topic of this paper, along with the very ethnographic and descriptive approach taken by the author, makes for a paper that is very different from the more theoretical and complex articles that Roger Keesing had gotten us used to. It is, however, as political, polemical, passionate, romantic and running against the grain of fashionable anthropology, as was most of his work. This article has to be read as a testimony and whistle-blowing by an anthropologist whose life, personal and professional, had been deeply affected by a thirty year engagement with the people of the Solomon Islands. The arguments laid out in this paper are not new, nor are they original; but they are refreshing — at a time when many of the concerns of contemporary anthropology seem to be moving away, yet again, from politically informed debates — and a testimony to the breadth of Keesing's interests and intellectual engagement.

plus en plus étroit dont il semble impossible de sortir, les critiques sont beaucoup moins virulentes¹. La rationalité du capitalisme mondial semble avoir triomphé, comme en fait foi la faillite du socialisme d'État presque partout : les perspectives d'avenir imaginées par la Nouvelle Gauche ne sont plus qu'un mythe.

Les pays du Pacifique dans lesquels nous travaillons sont de plus en plus prisonniers du cycle de la paupérisation et de la dépendance. Ils sont dépouillés de leurs dernières ressources, bois d'oeuvre, minerais et vie sous-marine, à un rythme effarant, sans espoir de renouvellement ou de pérennité ; l'huile de coprah et de palme, de même que d'autres cultures de plantations, qui étaient la clé de voûte de l'économie des pays tropicaux, ne font plus partie des habitudes de consommation des pays industrialisés. Avec un pied dans les villages et l'autre dans le monde extérieur, l'anthropologue jouit d'une situation privilégiée pour évaluer les conséquences locales de ces phénomènes mondiaux, pour voir à la fois les arbres et la forêt. Pourtant la plupart d'entre nous traitons d'autres sujets dans nos écrits et nos discours, qu'il s'agisse d'échange, de concepts de personne, ou encore de phénomènes modernes comme la rhétorique de *kastom*².

Pour ma part, j'entreprendrai une réflexion anthropologique sur le « développement » dans le Pacifique, surtout dans la région que je connais le mieux, les îles Salomon. Pour cela, je reviendrai sur des sujets que j'ai abordés au moment de l'indépendance des Salomon il y a quinze ans (Keesing 1975, 1978, 1981). J'y reviendrai dans un contexte de désenchantement propre à notre époque, moins emballé par le populisme romantique et le discours socialiste (selon le sens que lui donne Lyotard (1979)) que je ne l'étais à ce moment-là. (En tout cas, la réussite socialiste que nous recherchions à l'époque, qui se déplaçait sans cesse, passant de Cuba au Vietnam, puis au Mozambique et au Nicaragua, toujours **quelque part** hors de notre portée, avait des qualités mythiques.) Je n'ai pas de solution magique à proposer. Mais la situation qui prévaut dans bien des régions du Pacifique est désespérée et ne fait que s'aggraver. Si l'anthropologue peut parler de la Condition Humaine, il devrait avoir quelque chose d'intéressant, peut-être même teinté d'une note d'espoir, à dire sur l'avenir des insulaires du Pacifique dont il a eu le privilège de partager la vie.

Les Salomon en 1992 : un tableau sombre

Pour commencer, je brosserai un tableau général de la situation économique actuelle des îles Salomon, afin d'illustrer le déclin que connaît l'ensemble du Pacifique et les stratégies mises en oeuvre pour essayer de s'en sortir. Puis j'examinerai le processus historique qui a mené à cette situation, en particulier les conseils et les pressions des planificateurs en développement pendant la période coloniale et par la suite. Je cherche notamment à découvrir si la détérioration actuelle de la situation est aussi bien le résultat prévisible de politiques entêtées et d'une planification peu judicieuse, que celui de forces mondiales indépendantes de la volonté locale.

À cause de la détérioration du cours mondial de l'huile de coprah et de palme, situation que l'on attribue à une surabondance de l'offre et à une diminution de la demande pour des huiles tropicales désastreuses sur le plan diététique, l'économie des Salomon, qui reposait autrefois sur les cultures de plantations, se trouve dans un piètre état et continue de se dégrader. La détérioration de la balance commerciale continue d'affaiblir un dollar des Salomon malmené qui vaut à peine le tiers de ce qu'il valait à l'époque de l'indépendance, il y a quinze ans. L'entrée en grande pompe de Solomon Airlines dans le domaine du voyage international s'est soldée par un échec et des pertes de 8,5 millions de dollars SI l'année dernière. Le gouvernement cherche à vendre une participation de 70 % dans la compagnie aérienne à des investisseurs étrangers : les temps ont été durs pour toutes les compagnies aériennes, mais les pertes sont plus difficiles à essuyer dans une économie aussi fragile. Le tourisme, annoncé comme une source de revenus, reste modeste, et a connu une baisse attribuable à la récession mondiale. Les deux grands hôtels d'Honiara accueillent plus souvent des membres de l'industrie internationale de développement et des investisseurs étrangers que des touristes. L'exploration minière (surtout l'or) a été poursuivie à plusieurs endroits, mais n'a encore rien donné de significatif. L'économie repose maintenant en grande partie sur l'exportation de poisson, surtout par le biais d'une coentreprise nippo-salomonaise, et sur l'exportation du bois d'oeuvre (sujet que je traiterai bientôt).

Des services publics très importants par rapport à la population et aux moyens du pays constituent le principal employeur. Mais l'augmentation du coût de la vie, attribuable à la dépendance de plus en plus grande envers les produits importés, est à l'origine

des pressions continues qui sont exercées pour obtenir des augmentations de salaire que les finances publiques ne peuvent se permettre. Dernièrement, les médecins d'État se sont mis en grève et avant eux, les enseignants. Obligé de composer avec une population très jeune et un taux de croissance démographique alarmant (environ 3,5 %, soit un des plus élevés du monde), le système d'éducation continue à déverser les jeunes sur un marché de l'emploi où il y a peu de place pour eux et où les espoirs d'expansion sont limités.

L'aide étrangère, dirigée en grande partie vers des projets particuliers d'enseignement ou de médecine, continue d'entrer dans le pays, mais au ralenti. Bien que cette aide permette de maintenir les infrastructures en ruine des services sociaux, on ne peut compter sur elle pour équilibrer une situation financière en générale détérioration. Un Premier ministre rusé sur le plan politique a jusqu'à maintenant réussi à déjouer les potentats de la Banque Mondiale/FMI qui imposent des modèles radicaux de réorganisation financière et gouvernementale, au prix d'une quasi-souveraineté, aux pays du Tiers monde rabaissés au rang de grands invalides en raison de la dégradation de leur situation économique. Mais une débâcle économique totale est toujours à l'horizon et les politiciens des Salomon sont maintenant des proies faciles pour les requins de la finance internationale qui chassent dans les eaux des pays du Tiers monde et leur font miroiter des scénarios d'enrichissement rapide, essentiellement frauduleux, assortis de faibles taux d'intérêt.

Sur le plan de la santé, la malnutrition latente des enfants des milieux urbains et les maladies liées au régime alimentaire, comme le diabète, constituent une sérieuse menace. De nouvelles souches dévastatrices de malaria présentent un danger mortel et rompent l'ancien équilibre entre le plasmodium, les hôtes humains génétiquement adaptés, et les gains réalisés en matière de contrôle de la malaria ces vingt dernières années au moyen de pulvérisations (dangereuses) à base de D.D.T.

Enfin, la moralité politique se détériore rapidement. Certains fonctionnaires et membres des hautes sphères politiques, qui sont incapables de suivre le coût de la vie et qui doivent affronter un avenir incertain, mordent à l'appât des capitaux étrangers distribués sous la table et détournent l'aide financière³.

Sans tenir compte de la situation de l'exploitation forestière, qui, comme je vais le démontrer plus tard,

dévaste irrémédiablement les forêts tropicales qui se trouvent à l'intérieur des terres, la situation économique des îles Salomon est lugubre. Je m'exprime d'une manière générale étant donné que les statistiques, dans la mesure où elles sont disponibles, demanderaient de longues explications et surtout, parce que je désire brosser un tableau suffisamment vaste des Salomon pour qu'il puisse servir à illustrer « la situation politico-économique des pays du Pacifique sud après l'indépendance ». Je fournirai quelques statistiques plus loin.

Certains aspects de cette détérioration, la baisse du cours mondial des matières premières, la récession, sont évidemment indépendants de la volonté des Salomon ou de quelque pays que ce soit, même beaucoup plus grand que les petits États insulaires du Pacifique. Mais certains d'eux, je pense, représentent le résultat des stratégies de développement malencontreuses élaborées par les experts « occidentaux » qui n'ont pas compris et ont sous-évalué les habitudes de vie qui prévalent dans les îles et qui n'ont pas vu venir, ou pire, qui ont dissimulé, les conséquences économiques prévisibles des plans et stratégies retenus dans tous les pays tropicaux « en voie de développement ». J'analyserai ensuite les origines historiques de la crise actuelle.

Le développement des Salomon : un peu d'histoire

Il y a tout juste trente ans, je débarquais pour la première fois dans ce qui était alors le protectorat britannique des îles Salomon. À cette époque, l'économie des Salomon reposait sur l'exportation de coprah, produit dans des plantations qui appartenaient en grande partie à des intérêts étrangers, notamment la Lever's Pacific Plantations Limited. Dans une colonie tropicale éloignée et léthargique où le système raciste de castes et les rites de l'Empire se perpétuaient de façon immuable, l'agriculture représentait le seul moteur important de développement. Même si cela devait empiéter sur les grandes plantations de cocotiers, les agents agricoles essayaient de persuader les propriétaires terriens locaux d'investir dans la culture du cacaoyer, qui avait fait connaître une prospérité miraculeuse au Ghâna. En outre, dans une station d'expérimentation agricole à Malaita, ils essayaient d'impressionner les fermiers locaux avec des cultures vivrières produites dans des terres fertilisées (pour les persuader de l'inutilité de la culture sur brûlis).

Ces deux situations illustrent la « sagesse » des années 60 en matière de développement des colonies tropicales qui sont maintenant indépendantes ou en voie de l'être. Le cas du cacao montre comment le succès commercial d'une culture dans une région quelconque de ce Tiers Monde en pleine émergence a été considéré comme le secret de la réussite dans une vingtaine d'autres endroits : on a à peine réfléchi à ce qui se passerait, du point de vue du cours mondial, lorsque ces cultures commenceraient à produire sérieusement et à envahir le marché de toutes parts. La deuxième situation, à savoir l'hostilité et le mépris manifestés vis à vis des cultures vivrières indigènes et des régimes agraires, et les efforts déployés pour les remplacer par des monocultures sédentaires, étaient non seulement la preuve d'une arrogance culturelle, mais aussi celle d'une naïveté écologique, souvent désastreuse pour l'environnement.

Les efforts déployés pour intensifier la production agricole et les cultures commerciales le long des côtes des plus grandes îles des Salomon n'ont été que les derniers d'une série de pressions et d'encouragements en vue du recasement le long des côtes et de l'abandon des anciens villages et zones agricoles qui se trouvaient dans les forêts tropicales à l'intérieur des terres. Les missions ont pendant longtemps encouragé l'établissement de grands villages côtiers, affranchis des associations religieuses païennes et plus accessibles aux Européens. Les rouages du gouvernement colonial — perception des impôts, tribunaux, écoles locales — ont également favorisé une concentration le long des côtes, tout comme les perspectives d'accès aux plantations côtières de coprah, aux marchés et aux biens de consommation. Au début des années 60, il ne restait plus que quatre ou cinq poches importantes de villages situées à l'intérieur des terres dans tout l'archipel.

Malgré un semblant d'effort pour donner des conseils aux coopératives, le gouvernement des Salomon pensait que les structures traditionnelles de parenté, et les institutions de propriété collective des terres et d'obligation communale constituaient des obstacles au développement et à la modernisation ; il garde toujours l'espoir que des gens ambitieux seront animés de l'esprit d'entreprise, même si cela doit aller à l'encontre de la tradition⁴.

Pendant mes quinze premières années de terrain, le gouvernement a augmenté considérablement⁵ ses investissements dans les domaines de l'enseignement rural et des soins médicaux, qui relevaient, là où ils existaient, des missions. Les pro-

grammes d'éradication de la malaria de l'Organisation Mondiale de la Santé et le traitement des maladies infectieuses a réduit la mortalité, surtout infantile, dans les milieux urbains, mettant en place une bombe à retardement sur le plan démographique, qui peut exploser à tout moment⁶.

Bien que, comme il fallait s'y attendre, le fameux projet de culture du cacaoyer se soit soldé par un échec, les efforts pour encourager la culture commerciale dans les milieux ruraux ont été poursuivis. Au milieu des années 70, l'Australie et la Nouvelle-Zélande injectèrent de gros capitaux dans la mise sur pied de projets d'élevage de bétail, ce qui détournait encore plus les terres maraîchères surcultivées des cultures vivrières de base. À cette époque, les agro-industries se sont considérablement développées : une grande industrie d'huile de palme est née dans les plaines de Guadalcanal et la culture commerciale du riz a fait l'objet d'importantes subventions.

Les années 70 ont également été témoin des premières phases de l'expansion très rapide d'Honiara comme principal centre urbain, avec l'arrivée, chaque année, de migrants temporaires et permanents en provenance des villages, qui venaient grossir une population indigène déjà importante. À cet égard, la trajectoire de développement des Salomon était comparable à celle du futur Vanuatu, et à une autre échelle, à celle de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Le scénario n'était pas très différent de celui qui prévalait à la même époque dans les îles Gilbert, les colonies polynésiennes, et les pays plus à l'est.

Le modèle politico-économique général des colonies du Pacifique sur le point d'accéder à l'autonomie nationale était le même que celui des pays africains. Dans un article écrit en 1973 (Keesing 1973 : 23), je faisais remarquer que les critiques radicales sur la situation en Afrique post-coloniale, si on tient compte de la différence d'échelle et de la géographie insulaire, illustraient avec justesse ce qui se passait aux Salomon et ailleurs dans le Pacifique : la naissance d'une classe bourgeoise indigène au service d'intérêts néo-coloniaux, une économie basée sur l'exportation de produits primaires largement entre les mains d'intérêts européens, des centres urbains en pleine expansion dépendant de métropoles d'outre-mer et une stagnation rurale. Comme le dit Hopkins (1964 :157) « Lorsque ce type d'économie a vu le jour, il n'était pas question qu'elle soit l'apanage d'une société distincte. Son secteur moderne devait faire partie intégrante de l'économie de la métropole... La main d'oeuvre, ou sa production, devait... délaiss

les produits de subsistance au profit du secteur moderne, et certains articles, de même que certains services sociaux et administratifs pouvaient être importés. »

Si les processus de formation de la classe indigène, de la domination économique et de la dépendance dans le Pacifique ont suivi le même scénario déprimant qu'en Afrique, les transformations depuis l'indépendance de la Papouasie Nouvelle-Guinée, du Vanuatu et des îles Salomon (en particulier) continuent de suivre la même voie. Une stratification de classe marquée dans les centres urbains post-coloniaux, un mouvement incessant de population vers des mini-villes dont les zones péri-urbaines sont envahies de bidonvilles et de tout ce qui accompagne ce phénomène, la montée de la violence et la déprédation ; et, dans l'arrière-pays, une stagnation et une paupérisation encore plus accentuées de l'économie des villages et la détérioration des infrastructures médicales et éducationnelles mises en place et financées à l'origine par les dirigeants coloniaux et l'aide étrangère. Les drames des mouvements sécessionnistes régionaux et des conflits tribaux ou ethniques qui marquent l'histoire de l'Afrique moderne, Biafra, Uganda et Kitanga, ont maintenant leur pendant à Bougainville.

Atteinte à la culture vivrière et au mode coutumier de tenure

Le plus frappant dans les stratégies de développement des Britanniques pendant la dernière phase de la période de développement et dans les pressions exercées par les spécialistes du développement pendant la période post-coloniale, c'est le dénigrement systématique de l'agriculture de subsistance, ainsi que l'accent mis sur la conversion de la main-d'œuvre et des terres aux cultures commerciales et sur la dissolution du mode coutumier de tenure. La capacité qu'avaient les Salomonais (ou d'autres insulaires du Pacifique) de se nourrir, clé de voûte de la vie des villages mais aussi siège de la valeur culturelle du partage, de la réciprocité, du festolement et de l'échange, a été régulièrement dénigrée, mal interprétée, et systématiquement érodée et subvertie par les planificateurs en développement occidentaux.

L'orientation des planificateurs en développement britanniques pendant la période qui précédait l'indépendance des Salomon est remarquablement décrite dans un passage du rapport annuel de 1975 sur le plan de développement national :

L'orientation générale... consiste à délaissier une agriculture de subsistance dispersée et souvent destructive au profit d'une approche commerciale plus disciplinée, qui constitue la seule forme d'agriculture qui soit acceptable et viable pour les générations futures et leur assure des emplois (îles Salomon 1976).

C'est pendant une conférence organisée à Honiara en 1977 par Fred Fisk, et portant sur les moyens qui pourraient être mis en oeuvre pour adapter l'agriculture traditionnelle aux besoins alimentaires d'une population urbaine en pleine croissance dans le Tiers monde (Fisk 1980), que j'ai réalisé l'ampleur des pressions des « experts » occidentaux. Le Ministre de l'agriculture des Salomon et les hauts fonctionnaires ont écouté poliment les premières présentations, mais lorsque nous avons demandé si cela influencerait de façon quelconque les décisions gouvernementales⁷, le Ministre nous a répondu que pour chaque recommandation d'un « expert » occidental sur la direction à suivre, il en recevait vingt l'exhortant à suivre une voie complètement opposée.

Lorsque les experts occidentaux se mêlent d'agriculture de subsistance, ils font encore typiquement preuve d'une arrogance extraordinaire compte tenu de l'état actuel des connaissances sur la complexité des systèmes de culture itinérante. En 1988, j'ai rencontré l'un des nombreux agronomes britanniques spécialisés dans les régions tropicales qui circulaient dans les anciens pays coloniaux. Il était équipé de photographies aériennes et de relevés du bassin fluvial de plusieurs régions des Salomon qui, selon les plans de développement, devaient faire l'objet d'une intensification de la production. Il partait en Nouvelle-Géorgie pour enseigner aux villageois locaux comment cultiver efficacement leurs terres ancestrales. Il fut parfaitement incrédule quand je lui fis remarquer qu'il lui faudrait sans doute plus de temps que la semaine prévue et que les villageois savaient peut-être mieux que lui comment cultiver cette terre, sur laquelle leurs ancêtres avaient vécu pendant près de trois mille ans⁸.

On peut lire dans un rapport récent de la Banque Mondiale (1991 :203) que « la production fortement axée sur la subsistance et le système de famille étendue ont contribué à assurer les besoins essentiels en matière d'alimentation et d'hébergement de presque toute la population ». Toutefois, on y observe également que

Le mode coutumier de tenure a eu tendance à réduire les incitations au développement de petites fermes et à limiter les terres disponibles

pour le développement des plantations, des exploitations de bois-d'oeuvre et du tourisme (205).

Compte tenu de l'augmentation de la pression populaire et de la croissance de l'économie monétaire, on peut s'attendre à une intensification des querelles sur la question des terres. La seule solution durable consiste à délimiter, arpenter et enregistrer les terres coutumières (213).

...Il faudra un certain temps avant de gagner la confiance des propriétaires terriens coutumiers, étant donné que les anciennes tentatives d'enregistrement ont été associées à l'aliénation de terres par le gouvernement, souvent dans le but de les louer à des compagnies étrangères... La priorité devrait être donnée aux régions dans lesquelles on planifie le recasement des petits propriétaires ou le développement des plantations...(213).

Outre le développement agricole, par le biais d'investissements étrangers tant dans les grandes plantations que dans les cultures commerciales de petite échelle, le gouvernement colonial et les industries de développement post-colonial ont favorisé un certain nombre de secteurs rentables. Je porterai mon attention sur l'exploitation forestière, à cause de l'ampleur du phénomène et des conséquences sociales et environnementales. Mais avant, je brosserai rapidement un tableau de la situation dans d'autres domaines : l'élevage du bétail, l'exploitation minière, la pêche et le tourisme.

L'élevage du bétail

Au cours des années qui ont précédé l'indépendance, on a fortement encouragé l'industrie de l'élevage aux Salomon. Cet encouragement est venu en grande partie des organismes d'aide au développement des gouvernements australien et néo-zélandais qui ont envoyé un grand nombre d'experts donner des conseils techniques (dans le but d'ouvrir des marchés pour les produits et l'expertise de leur pays) et distribuer de l'aide. Avec d'autres spécialistes de la vie des villages salomonais, j'ai dénoncé en vain les problèmes évidents que soulevait cette industrie. Elle est tout simplement hors de proportion. D'abord, chaque bête suppose une dépense en capital très importante (pour les villageois), et cet investissement est mis en péril par la vulnérabilité des animaux aux maladies tropicales. Le transport du bétail vers les marchés urbains pose de sérieux problèmes et l'abattage en vue de la satisfaction des besoins de subsistance du village n'est envisageable

que dans le cadre de très grands festins. Toutes les tentatives antérieures pour maintenir des infrastructures de transformation, de transport et de prévention ou de traitement des maladies (surtout dans le domaine agricole, notamment celui de la culture du cacao) ont échoué aux Salomon, à cause de la petite taille du pays, de la dispersion, du transport maritime difficile et du scepticisme des villageois. Le succès de l'élevage du bétail semblait compromis, puisqu'il ne pouvait en aucune façon être intégré à l'économie des villages comme c'était le cas pour les traditions locales d'élevage de porcs et de volailles. Et le plus grave, c'est que les terres dont on avait besoin pour faire paître le bétail, activité extrêmement nuisible pour l'environnement dans un écosystème tropical fragile, étaient justement les terres les plus utiles pour les cultures vivrières (et les cultures commerciales), qui se trouvaient en bordure des bandes côtières déjà surpeuplées. En termes de rendement par hectare d'une terre agricole désespérément indispensable, l'élevage du bétail semblait un choix ridicule (par rapport à l'élevage des porcs et des poules qui exige peu de terres arables et ne demande qu'une modeste intensification de la production de subsistance).

En moins de dix ans, les cornes de bovins qui figuraient sur le logo de la Cattle Development Corporation avaient été remplacées et le bâtiment qui abritait cette corporation était devenu le centre d'un service de promotion de l'élevage dont la responsabilité se limitait à encourager l'élevage de porcs et de poulets. Les îles Salomon élèvent si peu de boeufs, que ces derniers doivent être importés du Vanuatu⁹. Ce fiasco parfaitement prévisible ne s'est pas produit sans des conséquences à long terme. On peut lire dans le rapport annuel de 1990 de la banque centrale des îles Salomon (CBSI) (11) que :

L'histoire de la tentative longue, coûteuse et infructueuse d'implanter une industrie de l'élevage aux îles Salomon devrait être écrite maintenant, pour que les intervenants puissent faire partager leur expérience, et pour que les planificateurs de projets, les agents financiers du gouvernement et les conseillers agricoles engagés dans d'autres projets destinés à changer le visage de l'agriculture des îles Salomon puissent en tirer des leçons. On peut supposer que la Banque asiatique de développement et le gouvernement australien aimeraient aussi recevoir un compte rendu sérieux et impartial du projet, auquel ils ont consenti plusieurs millions de dollars sous forme de prêts à des conditions libérales (qui devront tôt ou tard être remboursés) et de subventions.

Exploitation minière

Malgré des espoirs de prospérité, l'industrie minière n'a jamais réussi à décoller aux Salomon¹⁰. Bien qu'il y ait manifestement de l'or, tant à Gold Ridge qu'ailleurs, notamment en Nouvelle-Géorgie, la richesse des gisements ne justifie pas des investissements, comme c'est le cas en Papouasie Nouvelle-Guinée. Les gisements importants de bauxite sont à trop faible teneur, et coûteraient trop cher à exploiter dans le contexte économique mondial actuel.

L'ambivalence du climat politique, tant central que local, est l'un des principaux facteurs qui expliquent l'hésitation des compagnies minières à poursuivre les investissements importants aux Salomon. Les propriétaires terriens locaux, sensibilisés par les sécessionnistes de Bougainville aux problèmes de destruction de l'environnement et de perturbation de la communauté que peut causer l'exploitation minière, se sont fait prier pour signer des ententes. (Il y a d'autres facteurs idéologiques : l'or est devenu une sorte de symbole de l'exploitation européenne.)

Compte tenu du besoin pressant de revenus d'exportation, dans un pays où les traditionnelles cultures de plantations sont vouées à un avenir peu prometteur, il serait urgent du point de vue économique de pouvoir compter sur une industrie minière modeste. Pourtant, les conclusions de Howard (1991 :128) semblent pertinentes :

Les gisements métallifères connus sont petits et les problèmes que pose l'exploitation minière...considérables. Si les îles Salomon doivent connaître une grande richesse, il semble qu'il faille chercher ailleurs que dans l'exploitation minière, et pour cette raison sans doute, le pays devrait se considérer heureux.

La pêche

La pêche commerciale aux Salomon, surtout par le biais d'une coentreprise nippo-salomonaise, est une source importante d'emplois (1 700 travailleurs en 1986) et de revenus¹¹. Bien que les prises aient fluctué en fonction de la température de l'eau et d'autres facteurs systémiques, la construction d'une conserverie de 18 000 tonnes à Noro dans la partie occidentale des Salomon ouvre la voie à une nouvelle expansion. Même si les coûts sont considérables pour les Salomon, en termes d'incursion de la pêche commerciale à l'appât dans les zones de pêche côtière et de menace pour les populations locales de poissons, on voit difficilement comment le pays pourrait

se passer de l'exportation de poissons (sans compter que le thon en boîte de qualité inférieure, qui coûte moins cher et qui est difficile à écouler, est une composante importante de l'alimentation locale). Les équipages (qui proviennent en grande partie d'Okinawa) et les cadres japonais représentent une source supplémentaire de revenus indispensables, mais là encore avec une contrepartie sociale, notamment la prostitution.

Le tourisme

Comme d'autres « paradis tropicaux », les îles Salomon convoitent les dollars des touristes. Des planificateurs et entrepreneurs optimistes prétendent que le tourisme préserve et met en valeur la « culture traditionnelle ». Et aux Salomon, comme ailleurs, cette banalisation de la culture s'accompagne de conséquences profondes et souvent cachées. Dans ce domaine, les îles Salomon représentent une destination touristique relativement peu fréquentée, si bien que les conséquences du tourisme ne sont pas les mêmes qu'au Vanuatu ou aux Fidji. Toutefois, la plus grande partie des dollars des touristes est dépensée dans des hôtels, des lieux de villégiature et pour des services de plongée haut de gamme, et revient aux investisseurs étrangers ; les habitants n'obtiennent que les miettes, alors que c'est eux qui subissent les conséquences, en termes d'aliénation, de servitude économique, de prostitution (à laquelle s'ajoutent les risques de SIDA) et de perturbation. De plus, les revenus provenant du tourisme dépendent toujours de la prospérité économique ou de la récession que vivent les pays industrialisés.

L'exploitation forestière

L'exploitation forestière, qui a généré des revenus d'exportation de l'ordre de 20 à 50 millions de dollars SI dans les années 80, est considérée comme la principale garantie de la solvabilité du pays. En 1990, par exemple, le gouvernement des Salomon a prélevé des droits d'exportation et des redevances pour le reboisement d'environ 13 millions de dollars SI.

Pourtant, lorsque nous considérons le prix à payer, même selon les rapports du gouvernement (qui sont basés essentiellement sur des données fournies par les compagnies d'exploitation forestière), la forêt tropicale est détruite à un rythme terrifiant et incontrôlable. Le rapport annuel de 1991 de la banque centrale des îles Salomon indique ce qui suit :

La gestion des ressources forestières de la nation...continue d'être une source de préoccupation à bien des niveaux de la communauté. Les exigences du gouvernement en matière de revenus fiscaux ont servi à justifier l'octroi d'un plus grand nombre de permis d'exploitation, sans que les conséquences économiques et sociales à long terme du déboisement aient, semble-t-il, été évaluées. Les autorités ont été terriblement lentes à contrôler les méthodes d'exploitation dans le but de minimiser les dommages à l'environnement. Les villages continuent d'être profondément divisés entre ceux qui prônent la vente des forêts sur pied aux compagnies d'exploitation forestière et ceux qui veulent exploiter plus lentement la forêt, et en tirer un meilleur parti, au moyen de petites scieries locales (p. 14).

Dans le rapport de l'année précédente (CBSI 1989 : 13), on pouvait lire ce qui suit :

La production de 400 000 mètres cubes...va démunir la forêt vierge de 8 000 à 10 000 hectares d'arbres adultes chaque année, ce qui s'accompagnera d'effets cumulatifs importants pour l'environnement et pour la microéconomie des régions avoisinantes.

Le rapport de 1991 de la CBSI indique clairement (p. 14) que la situation s'est dégradée et que cette dégradation s'accélère.

Les permis en vigueur permettent maintenant d'exporter chaque année environ 1,2 million mètres cubes de bois rond, ce qui est très supérieur aux estimations qui ont été faites jusqu'à maintenant sur la capacité maximale de renouvellement de la forêt.

Il paraît maintenant évident que le scénario le plus sombre soit en train de se réaliser. La Banque Mondiale indique dans son rapport de 1991 que « les ressources forestières des îles Salomon devraient être épuisées d'ici 10 à 25 ans », mais ajoute dans une note de bas de page, que le CSIRO, l'organisme de recherche scientifique de l'Australie, considère que la forêt tropicale sera détruite d'ici 1996 si le rythme d'abattage de 1986 est maintenu. Cela semble malheureusement bien près de la vérité. L'anthropologue Ian Frazer, qui vient tout juste de terminer une étude sur le reboisement pour le compte du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, doute qu'il reste la moindre forêt tropicale aux îles Salomon à la fin des années 90.

Mais le problème des régions intérieures, qui étaient autrefois occupées par des forêts denses et qui ne sont plus que des terres désolées, broussail-

leuses et érodées, a à peine été abordé. Où les populations villageoises en rapide expansion, déjà agglutinées le long des bandes côtières, pourront-elles aller pour agrandir la surface habitable et développer l'agriculture de subsistance?

Le développement rural, les routes et la forêt tropicale

Pendant mes années de recherche aux Salomon dans un climat de changement généralement déprimant, j'ai toutefois pu constater l'effet positif des routes comme catalyseur de la revitalisation rurale, tant sociale qu'économique. À certains endroits, les routes longent la côte. Mais là où elles ont ouvert l'accès aux forêts tropicales de l'intérieur, ce qui est rare aux Salomon, on a assisté à une intensification incroyable de la production rurale et du développement des villages. La Tuni Road qui traverse le centre montagneux au nord de Malaita et, à un degré moindre, la route en cours de construction en pays West Kwaio de l'autre côté de l'île constituent des cas étonnants. De nouveaux villages sont nés, les populations sont retournées dans les terres où le sol est fertile, tout en ayant accès aux marchés urbains. C'est, selon moi, la clé qui permettrait aux îles Salomon d'entrer dans le 21^e siècle. Les villageois pourraient produire leur propre nourriture et celle des populations urbaines : ils gagneraient un revenu modeste mais mèneraient une vie agréable (qui, compte tenu de la technologie moderne, pourrait être enrichie sur le plan matériel au moyen de petites installations locales d'hydroélectricité ou d'énergie solaire). Les montagnes peuvent accueillir les milliers de jeunes enfants qui vivent dans les villages côtiers surpeuplés. Les montagnes offrent des lieux de retraite tranquilles aux fonctionnaires fatigués du poids et de la confusion de la vie urbaine, où ils peuvent cultiver pour le plaisir ou pour l'argent. Ces montagnes dont les feuillus fournissent des réserves illimitées de bois de construction et de chauffage, et dont les plantes et les bambous géants satisfont des milliers de besoins.

Mais quelles montagnes? On les transforme en terres désolées le temps de le dire, les propriétaires terriens locaux résistant difficilement aux pots-de-
vin et aux invites d'individus cupides qui se prétendent eux aussi propriétaires terriens. Les populations de poissons qui vivaient dans les lagons, les récifs et les lagunes côtières ont considérablement diminué à cause de la pêche à l'appât. Mais ce sont les cicatrices des montagnes dévastées et érodées, et,

avec elles, la pollution et l'empoisonnement des cours d'eau, et la disparition des oiseaux et des petits animaux, qui me font voir l'avenir en noir. La génération actuelle de dirigeants, qui s'efforce désespérément d'équilibrer ses comptes, d'atteindre une prospérité à l'occidentale, et de suivre les conseils des prophètes du développement, ne léguera à ses enfants qu'une coquille vide.

Y avait-il d'autres choix?

Mais y a-t-il jamais eu d'autres choix? Je pense que oui. Non pas que les salomonais pourraient maintenant être riches, selon la définition matérialiste occidentale, si leur pays avait suivi une autre voie. Mais ils pourraient, étant donné l'inévitable austérité matérielle, être beaucoup plus riches sur le plan humain, et bien moins dépendants de facteurs qu'ils ne peuvent contrôler. Le « développement » préconisé par les Britanniques, puis par les « experts », n'a pratiquement pas tenu compte des richesses du mode de vie basé sur la subsistance qui avait cours, et a systématiquement essayé de le détruire pour le remplacer par une économie de marché à l'occidentale et une structure sociale basée sur la famille nucléaire.

Nous avons ici un terrain classique de controverse où le traditionalisme défendu avec romantisme par les anthropologues s'oppose à la modernité monochrome des planificateurs en développement. Le planificateur en développement pense toujours qu'il¹² possède l'argument décisif pour gagner cette bataille : à savoir que les « indigènes » aspirent à posséder des maisons de style occidental, des automobiles et des magnétoscopes (par conséquent, qui sommes nous pour leur dire de se contenter d'un toit de chaume?).

Le pouvoir de séduction de la modernité matérielle ne fait aucun doute. Pourtant, les quelques Salomonais qui ont acheté une automobile, une maison en dur et un magnétoscope, semblent moins rêver d'une plus grande richesse matérielle que d'une retraite dans une paisible maison au toit de chaume dans leur île natale, avec suffisamment d'argent pour se permettre de petits luxes dont les plus importants sont les manières de vivre traditionnelles des Mélanésiens, les plaisirs de la famille, de la communauté, de l'échange, des produits du jardin et de la vie des villages, que la vie et le travail dans la ville les ont obligé à sacrifier. Il s'agit peut-être là d'un rêve, mais qui ne manque pas de substance.

Si les planificateurs avaient compris et évalué les modes de vie traditionnels des Mélanésiens, on aurait pu mettre en place, pour commencer, des réseaux internes plus efficaces pour la distribution des aliments traditionnels, notamment les tubercules et le poisson. Il aurait été crucial de trouver des moyens d'acheminer les surplus agricoles des villages et le poisson vers les centres provinciaux et vers Honiara. Pour le moment, les moyens actuels de distribution sont si inefficaces que les ananas et les patates douces coûtent plus cher à Honiara en pleine saison qu'à Montréal en plein hiver. La planification économique n'a pas prévu la distribution interne des produits agricoles dont raffolent les Salomonais, notamment les noix d'arec (« bétel »), les noix Ngali (*Canarium indicum*) et la noix de coco (aux fins de consommation et non d'exportation de coprah).

Si dès le début, on avait considéré les feuillus qui poussaient autrefois en abondance aux Salomon comme un moyen d'enrichir la vie locale plutôt que les compagnies étrangères d'exploitation forestière, et si on avait compris les avantages que l'on pouvait tirer de la combinaison des modes de construction traditionnels et occidentaux, Honiara et les capitales des provinces auraient pu se développer de façon tout à fait différente et être mieux adaptées aux conditions et à l'économie locales. En augmentant la production et en améliorant la redistribution du chaume de sagoutier que les Salomonais apprécient tant, et avec raison, on aurait pu construire dans les zones urbaines et périurbaines des maisons de bien meilleure qualité et à bien meilleur prix, qui auraient combiné de façon créative des murs et des toits de chaume avec des planchers de bois dur. Le plus ironique, c'est que l'établissement le plus élégant d'Honiara est un restaurant français au toit de chaume et que lorsqu'un entrepreneur millionnaire chinois a construit la maison de ses rêves sur une plantation à l'ouest d'Honiara, il a opté pour le chaume et le bois dur local.

Si on avait tenu compte de l'importance des jardins domestiques lors de la planification d'Honiara, non seulement les familles urbaines seraient en mesure de produire une partie de leurs aliments, mais encore l'aliénation, la désintégration sociale et l'anomie de la vie urbaine auraient été considérablement réduites ; et le poids, surtout pour les femmes, aurait été beaucoup moins lourd à porter.

Si on avait encouragé les scieries locales et développé les techniques de menuiserie et d'ébénisterie, les Salomonais pourraient tirer partie de leurs riches

forêts pour satisfaire les besoins locaux en matière d'ameublement et de construction d'habitations, et ils pourraient compter sur une source de revenus d'exportation à haut plutôt qu'à faible rendement. (D'autres produits forestiers, comme le rotin, pourraient à la fois procurer des revenus d'exportation et satisfaire des besoins locaux ; mais ils ont été déjà en grande partie détruits par une exploitation forestière insouciant et sauvage.)

Si les planificateurs s'étaient rendus compte de la richesse de la vie des villages et de l'autarcie, à laquelle s'ajoutaient certaines cultures commerciales, on aurait pu construire des routes d'accès dans les montagnes qui auraient ouvert la voie au repeuplement intérieur, et qui auraient augmenté l'espace cultivable (notamment pour la culture commerciale d'espèces de plus haute altitude comme le café, les fruits de la passion et les épices) et l'espace habitable pour une population en pleine expansion. (L'intérieur de la Nouvelle-Guinée compte des centaines et des centaines de miles de ce type de routes qui ont été construites sur un terrain beaucoup plus accidenté et qui sont entretenues par des villageois volontaires afin de servir les intérêts locaux.)

Si les planificateurs avaient saisi la riche complexité de la tenure foncière coutumière, ils auraient pu en tirer partie et encourager la compilation, la légitimation et la reconnaissance locales des titres fonciers établis d'après les nomenclatures généalogiques, bien avant que n'éclatent les querelles territoriales actuelles, qui donnent lieu à des litiges et à des actes de violence fréquents. À la place, le gouvernement britannique a entretenu pendant des années de vains espoirs d'arpentage, d'enregistrement et d'individualisation des titres fonciers¹³. Comme le signale le rapport (1991) de la Banque Mondiale, le régime foncier coutumier est encore considéré comme un obstacle au développement économique. Il en va de même des systèmes de parenté, et des obligations vis à vis du clan et de la communauté, même si le rapport admet que c'est grâce à ces derniers qu'environ 80 % des Salomonais mènent une vie sociale et économique enrichissante.

Si les planificateurs avaient réalisé l'extraordinaire talent artistique des Salomonais pour l'artisanat traditionnel et plus moderne comme la sculpture sur bois, l'exportation d'objets d'art sur les marchés internationaux aurait pu être beaucoup plus systématique et se faire à plus grande échelle, sans avoir recours à des intermédiaires, surtout des expatriés, qui empochent la plus grande partie des profits. Bien

qu'ils favorisent soi-disant la production d'objets d'art pour les touristes, les planificateurs et les agences de développement n'ont pratiquement rien fait pour encourager la création de coopératives d'artisans, pour développer la commercialisation et l'exportation, ou encore pour préserver et relancer la production traditionnelle de merveilleux objets qui pourraient représenter une importante source de revenus pour le pays. Là encore, les magnifiques feuillus des Salomon auraient pu être utilisés sélectivement pour assurer des emplois et un revenu aux habitants au lieu d'être rasés pour satisfaire la gourmandise des scieries japonaises, tout en détruisant l'environnement.

Non pas que les Salomonais aient manqué d'imagination et d'initiative pour saisir les occasions économiques. Mais certains créneaux étaient tellement étrangers, culturellement parlant, aux planificateurs européens de l'économie salomonaise qu'ils ne suscitaient qu'une arrogance amusée, en supposant qu'ils aient été remarqués. L'exportation de « monnaie de coquillages » de Langalanga, à Malaita, vers Bougainville et d'autres régions de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en est un exemple typique. Le commerce de la « monnaie de coquillages », qui s'est créé et développé localement, est à peine considéré comme une composante de l'économie du pays. Le fait est que la demande pour ce type de monnaie en Papouasie Nouvelle-Guinée et ailleurs repose sur la valeur symbolique des coutumes dans un contexte de modernisation et sur la perpétuation de l'importance accordée au prix de la fiancée et aux cérémonies de l'échange : situations qui illustrent précisément le traditionalisme que les planificateurs expatriés considèrent comme un obstacle à la modernité et comme contraire à la rationalité économique (comme s'il était rationnel d'acheter des vêtements haute-couture de Gucci ou des parfums français, ou encore de boire du champagne...). Les citoyens salomonais continuent aussi de perpétuer les valeurs traditionnelles de l'échange, qu'il s'agisse du prix de la fiancée ou de fêtes, mais cela, complètement à l'encontre du programme social et économique d'un gouvernement obsédé par la comptabilité à l'occidentale. Les traditions d'un côté, l'économie de l'autre...

Si on avait voulu encourager le tourisme, on aurait pu vanter les ressources inhabituelles du pays (seuls les vestiges et l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ont été mis en valeur), chercher à percer les nouveaux marchés du tourisme écologique ou

d'aventure, et développer les centres culturels dans les villages et l'attrait du traditionnel, plutôt que de promouvoir des centres de villégiature de type « paradis tropical » (comme Anuha) qui rapportent de l'argent aux investisseurs étrangers et satisfont les fantasmes des occidentaux. Ces derniers semblent rapporter plus de dollars, mais au bout du compte, la plupart d'entre eux quittent le pays, ne laissant pas grand chose d'autre derrière eux qu'une différence de classe et une aliénation un peu plus marquées.

Est-il trop tard?

À bien des égards, il est probablement trop tard pour qu'un gouvernement déterminé à réaliser un développement à l'occidentale change d'orientation. Les forêts tropicales sont déjà largement détruites, et avec elles, la possibilité de relancer la vie et l'économie des villages à l'intérieur des terres. Le caractère d'Honiara, d'Auki et de Gizo est déjà bien déterminé, en termes d'habitations et d'aménagement. Un pays qui ne peut entretenir les infrastructures de l'éducation, de la médecine et du transport mises en place grâce à l'aide étrangère accordée pendant la décolonisation et après l'indépendance ne disposera d'aucune ressources pour construire de nouvelles routes, et où mèneraient-elles? Dans les régions dévastées par l'exploitation forestière?

D'une certaine façon, les Salomonais ont toujours agi à l'encontre des politiques de développement : ils ont approvisionné du mieux qu'ils ont pu les marchés urbains en tubercules, poissons et noix d'arec, ils ont construit des maisons aux toits de chaume dans les zones périurbaines, ils ont fabriqué des objets d'artisanat à l'intention des quelques touristes qui viennent aux Salomon, ils ont développé leurs propres attractions locales dans l'espoir d'attirer les touristes dans les villages. Cette souplesse, cette résistance et cet esprit d'initiative local sont peut-être peu de chose, mais ils permettent d'espérer qu'au fur et à mesure que le pays glissera dans la catégorie des républiques bananières, ses habitants continueront de trouver des moyens de survivre et même de prospérer, en tirant partie de leur savoir-faire et de leurs valeurs traditionnels.

Malgré la détérioration progressive de l'économie et la désintégration des infrastructures mises en place tant bien que mal aux premiers jours de l'aide monétaire abondante et pendant un court boum de l'exportation, les villages font encore preuve de beaucoup de souplesse. Les Salomonais ont presque tous des solutions de rechange. S'il y a de l'essence

pour le hors-bord, tant mieux ; sinon, ils rament. S'ils peuvent acheter du riz, du thon en boîte et du pain, ils en achètent ; sinon, ils mangent des patates douces, du *kabis* (légumes verts en feuilles) et des noix de coco (et jouissent d'une meilleure santé). Toutefois, compte tenu de l'augmentation de la population et de la dévastation des terres par l'exploitation forestière, cette souplesse a des limites.

Il n'y avait probablement aucun espoir pour que des mélanésianistes ayant vécu longtemps dans les villages et qui connaissent les ressources et les valeurs de la socialité mélanésienne et l'abondance des moyens de subsistance, soient écoutés par les preneurs de décisions. Nous sommes catalogués comme des anthropologues au romantisme nébuleux par les tout-puissants experts en développement qui circulent dans leurs costumes tropicaux bien coupés et par les élites formées en occident qui gouvernent maintenant leur propre pays. Alors que le Pacifique glisse vers une paupérisation et une dépendance de plus en plus marquées, dans un monde qui n'a plus besoin de la plupart de ses produits primaires et qui anéantit rapidement les ressources qui lui sont encore utiles, nous avons la maigre consolation de nous dire que certains d'entre nous avaient prévu cette situation depuis longtemps, et avaient dit et fait ce qu'ils pouvaient, mais en vain. J'aborde de nouveau ces sujets aujourd'hui, parce que je pense qu'il est toujours aussi urgent que nous fassions et disions ce que nous pouvons.

Je ne suis pas optimiste en ce qui concerne l'avenir des habitants des îles du Pacifique, pas plus qu'en ce qui concerne celui de mes propres enfants en Californie. Mais la seule chose qui me rend optimiste dans le cas des Salomonais et de leurs voisins du Pacifique c'est que la plupart d'entre eux continuent de privilégier des valeurs qui permettront peut-être, à tous les humains, de mieux s'adapter au 21^e siècle, que celles des occidentaux de la période post-industrielle.

Notes

1. Les critiques récentes de Arturo Escobar représentent une importante exception.
2. Mot Pidgin, de l'anglais *custom*, fait référence à la tradition. La rhétorique de *kastom* est devenue centrale dans les mouvements de revendication nationaliste dans le Pacifique.
3. Dans le dernier scandale, un ministre du Cabinet a été impliqué dans la contrebande d'oiseaux tropicaux de Malaita directement vers l'Australie du nord.

4. C'était toutefois une idéologie beaucoup moins cohérente dans ce qui restait des colonies de l'empire britannique que dans les régions ouvertes plus directement à l'influence et à l'expansion américaine, ou les idéologies de croissance et de modernisation élaborées par Rostow, Lerner et d'autres ont joué un rôle plus important dans les politiques et les investissements.
5. Cependant, par rapport aux investissements australiens massifs dans ce qui allait devenir la Papouasie Nouvelle-Guinée, les investissements britanniques étaient bien peu de chose.
6. Les Iles Salomon ont le deuxième taux de fertilité le plus élevé du monde soit 3.5%.
7. Dans un pays qui avait atteint une certaine autonomie et qui était sur le point d'accéder à l'indépendance.
8. Le même agronome, un vieux routier du Kenya, me racontait ses longues virées en Land Rover dans la brousse africaine, et m'expliquait qu'il demandait à « ses » Askaris d'aller lui chercher de l'eau pour son bain chaud du soir, même s'ils devaient conduire cinquante miles pour cela. « Je suis sûr qu'ils ne m'en respectaient que plus » disait-il avec bonne humeur.
9. En 1989, le nombre de bêtes abattues aux abattoirs officiels n'était plus que de 921, soit la moitié du total de 1986 (rapport annuel de 1990 de la CBSI :10). Il semble qu'il n'y ait plus du tout d'approvisionnement depuis 1989, bien qu'il n'y ait aucune donnée à ce sujet.
10. Howard (1991, chapitre 4) a étudié les hauts et les bas (surtout les bas) de l'industrie minière aux Salomon.
11. 53 millions de dollars SI en 1986. En 1983, la pêche comptait pour 7,6 % du produit intérieur brut ; en 1988, ce chiffre n'était plus que de 6,6 %.
12. J'emploie délibérément le masculin dans ce contexte.
13. Se reporter à Fifi'i 1989 pour un compte rendu de la violence qui suivit l'attribution à une seule personne du titre de propriété d'un terrain détenu en commun, sur lequel devait être construit le Atoifi Adventist Hospital et pour les réflexions d'un dirigeant de marque sur la politique d'octroi des terres.

Références

- HOPKINS, T. K.
1964 On Economic Planning in Tropical Africa . Dans *Imperialism and Under-development : a Reader*, édité par R. Rhodes. New York : Monthly Review Press, pp125-143.
- HOWARD, M. C.
1991 *Mining, Politics and Development in the South Pacific*. Boulder : Westview Press.
- KEESING, R. M.
1975 Seeking Alternative Paths for Solomons Development. *Pacific Perspectives*, 2 (1) : 21-34
1978a Development and the Quality of Life : Reflection on the Solomon Islands. *Human Futures* 1(4) : 270-76
1978b The Kwaio of Malaita : Old Values and New Discontents. Dans *The Adaptation of Traditional Agriculture*, édité par F. Fisk. Development Studies Centre Monograph No. 11. Canberra, The Australian National University.
1981 Social Planning and Administration. *Human Futures* 4(1) : 37-48.
- LYOTARD, J. F.
1979 *La condition Post-Moderne*. Paris : Editions de Minuit.
- SOLOMON ISLANDS
1976 *Annual Report, 1975*, on Solomon Islands National Development Plan. Honiara : Government Printing Office.
1981-91 *Central Bank of Solomon Islands, Annual Reports*. Honiara : Government Printing Office.
- WORLD BANK
1991 *Pacific Islands Economies : Toward Higher Growth in the 1990s*. Washington DC : The World Bank.